

Introduction

Autor(en): **Elsig, Alexandre / Enckell, Marianne / Pittet, Magali**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **35 (2019)**

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-846644>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

INTRODUCTION

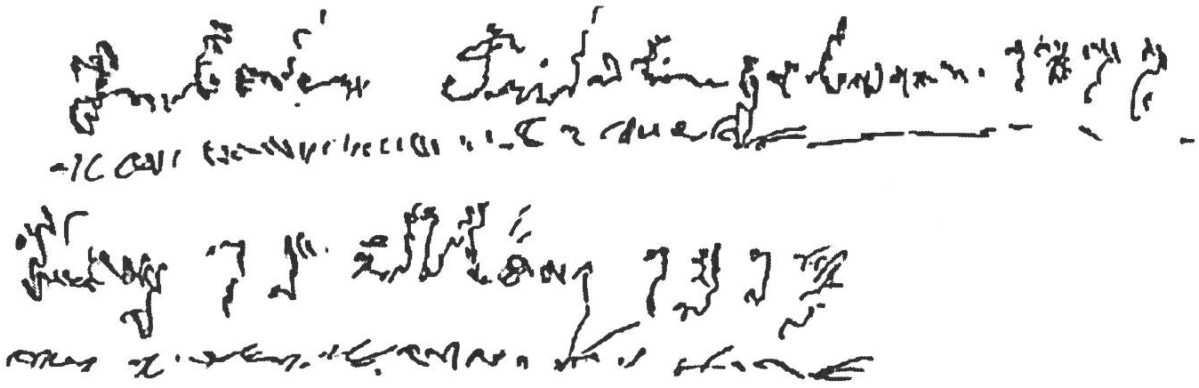
ALEXANDRE ELSIG, MARIANNE ENCKELL, MAGALI PITTET



L'usine de la Lonza à Viège, en 1963.

Photographie Max-Francis Chiffelle, Médiathèque Valais, Martigny.

En 2014, la population valaisanne est informée d'une contamination massive des sols par du mercure déversé par l'usine de la Lonza à Viège. Le scandale qui éclate alors est lié au fait que ces rejets ont débuté il y a presque cent ans et que les différentes alertes lancées depuis pour dénoncer cette contamination n'ont pas été entendues par les autorités. Les regards se braquent alors sur la contamination étendue des sols, les travaux d'assainissement et la répartition des coûts de la dépollution. Il faut cependant attendre quatre ans pour que la question ouvrière s'insère dans le débat et qu'apparaisse l'idée que les émanations de mercure ont aussi touché les travailleurs à l'intérieur



L'écriture tremblotante d'ouvriers intoxiqués par le mercure, illustrant l'article de Paul Burgener.

des murs de l'important complexe électrochimique. Environ 250 ouvriers intoxiqués par le « vif-argent » entre les années 1920 et les années 1950 sont alors sortis d'un long oubli par le travail d'un collectif de journalistes¹. Un article qu'un médecin de Viège, Paul Burgener, avait publié en 1952 détaille les diverses affections neurologiques et psychologiques subies par les ouvriers soumis aux vapeurs de mercure : irritabilité extrême, tremblements, pertes de dents...²

Cette anecdote est révélatrice du long cloisonnement existant entre deux mondes apparemment clos, celui de l'environnement d'un côté et celui du travail de l'autre. S'appuyant sur une production historiographique récente³, ces *Cahiers* proposent de dépasser cette division pour retrouver les multiples ponts lancés entre la défense de la « nature » et la protection de la santé des travailleuses et travailleurs. Ces derniers, sentinelles oubliées de nombreux scandales environnementaux, restent les premiers touchés par les émanations toxiques des usines, avant que celles-ci n'atteignent l'eau, l'air ou les sols alentour. Les victimes du travail le sont alors doublement : déjà atteintes dans leur chair, elles doivent très souvent se battre pour faire reconnaître

¹ Voir notamment Xavier Lambiel, « En Valais, l'histoire secrète des damnés du mercure », *Le Temps*, 23 février 2018 ; Julien Robyr, « Ce mercure que le Valais n'a pas voulu voir », *Le Nouvelliste*, 24 février 2018. Ces articles se fondent sur différents rapports historiques d'expertise mandatés par l'État. Il a fallu une décision du Tribunal cantonal pour que les journalistes les obtiennent.

² Paul et Andreas Burgener, « Erfahrungen über chronische Quecksilbervergiftungen », *Schweizerische Medizinische Wochenschrift*, n° 8, 1952, pp. 204-210.

³ Voir par exemple : Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, *La contamination du monde : une histoire des pollutions de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 2017 ; Lars Bluma et Judith Rainhorn (éd.), *A History of the Workplace: Environment and Health at Stake*, London, Routledge, 2015 ; Renaud Bécot, *Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quarante*, Paris, Thèse de l'EHESS, 2015.

l'origine professionnelle de leur maladie⁴. « Alors que les êtres humains ont industrialisé la terre, la terre les a, en retour, industrialisés »⁵, souligne à juste titre Linda Nash au sujet des interactions et des rétroactions des sociétés et de leurs milieux. Les développements récents de l'histoire environnementale permettent ainsi de penser les corps ouvriers comme parties intégrantes des écosystèmes et les contaminations environnementales ne peuvent être dissociées de leurs impacts sanitaires.

Ce numéro questionne dès lors la diversité des relations entre lutte syndicale et lutte environnementale. La contamination généralisée des corps et des écosystèmes ne s'est pas faite de façon inconsciente et sans résistance. Dès le lancement du puissant mouvement d'industrialisation, les populations ouvrières riveraines des usines n'ont eu de cesse de défendre leur droit à vivre dans un milieu salubre. Mais ces luttes ont peu laissé de traces, car l'asymétrie de pouvoir était souvent bien trop grande entre pollueurs et pollués, notamment dans le cadre des procédures judiciaires. Les travailleuses et travailleurs se sont alors retrouvés captifs des rendements des usines qui les intoxiquaient. Quelques luttes d'hygiène industrielle ont toutefois marqué les esprits, comme celle pour l'interdiction de l'utilisation du phosphore dans la fabrication des allumettes ou celle contre la céruse dans les peintures au tournant du vingtième siècle⁶. Mais il a fallu attendre le second après-guerre pour qu'une partie des milieux syndicaux intègre explicitement la lutte environnementale à leur répertoire d'action, alors que l'intensification des contaminations amenait à une prise en compte globale du coût écologique des prétendues « Trente Glorieuses »⁷.

Il n'empêche que la défense de l'environnement s'est souvent heurtée aux discours plaidant pour le maintien de l'emploi et de la production sous le paradigme de la « croissance ». Le dilemme entre chômage ou pollution a ainsi tenu en respect de nombreuses forces de gauche accrochées à des valeurs productivistes. Dans les années 1930

⁴ Voir notre précédent dossier « Victimes du travail », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, 2004.

⁵ Linda Lorraine Nash, *Inescapable ecologies: a history of environment, disease, and knowledge*, Berkeley, University of California Press, 2006.

⁶ Judith Rainhorn, *Blanc de plomb : histoire d'un poison légal*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

⁷ Céline Pessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil (éd.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses » : modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2016.



Alois Carigiet, affiche électorale pour le PSS, 1935. Bibliothèque de Genève.

par exemple, une affiche électorale du Parti socialiste suisse pouvait représenter de façon positive une cheminée crachant une épaisse fumée noire sur un épi de blé⁸. Dans son article à la focale transnationale, Renaud Bécot montre bien quelles ont été les brèches ouvertes dans les années 68 et dans différents pays contre ce productivisme à tout crin. L'Italie et les États-Unis ont joué un rôle pionnier dans la mise en action de cet « environnementalisme ouvrier »⁹, qui se construit en opposition à l'environnementalisme technocratique mis alors en œuvre dans la plupart des pays membres de l'OCDE.

Qu'en est-il dans le contexte helvétique ? Les liens entre écologie et monde du travail restent peu documentés, hormis ceux concernant certaines maladies professionnelles liées à la silicose, à l'amiante

ou encore au radium¹⁰. Ce numéro des *Cahiers* offre dès lors un nouveau jalon pour penser la superposition entre injustices sociales et inégalités environnementales¹¹.

Dans la première moitié du vingtième siècle, les premiers mouvements élitaires de défense de la « nature » restent avant tout marqués

⁸ Cette affiche avait été publiée dans notre dossier « Emblèmes et iconographie du mouvement ouvrier », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 2015, p. 113.

⁹ Stefania Barca, « Sur l'écologie de la classe ouvrière : un aperçu historique et transnational », *Écologie & politique*, n° 50, 2015, pp. 23-40.

¹⁰ Voir respectivement Martin Lengwiler, *Risikopolitik im Sozialstaat: die schweizerische Unfallversicherung, 1870-1970*, Köln, Böhlau, 2006 ; François Iselin, « Le mouvement ouvrier lémanique face à l'amiante », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 20, 2004, pp. 121-134 ; Lukas Emmenegger, *Die Verwendung von Radiumleuchtfarbe in der Schweizer Uhrenindustrie (1907-1963). Historischer Bericht im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit*, Masterarbeit, Bern, 2018.

¹¹ Razmig Keucheyan, « La lutte des classes dans la nature », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 130, 2016, pp. 91-104.

par des positions conservatrices, esthétiques et identitaires, à l'instar du Heimatschutz ou de la Ligue suisse pour la protection de la nature. Cette dynamique explique la longue indécision des forces de gauche à s'emparer de la question écologique, suspectée d'être réactionnaire. Pourtant, la protection des milieux n'a pas été l'apanage des mouvements bourgeois et de nombreux penseurs socialistes, tel le géographe anarchiste Élisée Reclus, ont dénoncé l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. L'article de Milo Probst permet de situer la position d'un autre militant libertaire, le pédagogue et médecin Jean Wintsch, promoteur d'une école centrée sur l'expérience de la nature mais aussi hygiéniste attentif aux inégalités sociales d'exposition aux maladies, notamment dans le milieu du travail. Marc Vuilleumier s'intéresse de son côté à Max Nettle, historien de "l'anarchisme, et à une lettre de 1911 qu'il n'envoya jamais à James Guillaume. S'y lit une volonté d'élargir la solidarité humaine à d'autres formes de vie, animale ou végétale. « Si nous sauvons la nature, nous nous sauvons nous-mêmes », écrit Nettle, qui déplore l'indifférence des organisations ouvrières à cet égard.

Cette indifférence ne s'est dissipée que tardivement et partiellement. Le passage de ces discours à la constitution de véritables mouvements sociaux intervient dans le second après-guerre, une période qui est considérée comme celle de la « grande accélération » de la crise environnementale : utilisation massive d'hydrocarbures comme sources d'énergie, développement de la chimie de synthèse et de l'agrochimie, arrivée de la filière nucléaire, motorisation et suburbanisation des sociétés occidentales, etc.¹² Les articles d'Alexandre Elsig, Florian Eitel et Julien Gressot portent tous trois leur regard sur les dynamiques sociales engagées autour de grandes catastrophes et scandales de pollution industrielle. La contribution d'Alexandre Elsig analyse du point de vue ouvrier la « guerre du fluor » dans le Valais des années 1970. Bien que les syndicats se soient activés en coulisses pour obtenir une meilleure épuration des gaz, ils sont restés très discrets et la contestation est venue à la fois de paysans adeptes de l'action directe et d'étudiants membres de la Ligue marxiste révolutionnaire. Une fois la menace de la fermeture des sites brandie par les directions, les

¹² John Robert McNeill et Peter Engelke, *The Great Acceleration: an Environmental History of the Anthropocene since 1945*, Cambridge, Harvard University Press, 2016.

représentants des ouvriers ont de leur côté défendu ouvertement les intérêts des producteurs d'aluminium.

Florian Eitel propose de son côté de resituer la catastrophe de Seveso de 1976 dans son contexte transfrontalier, avec une usine italienne défectueuse dépendante des logiques de la multinationale suisse F. Hoffmann-La Roche. C'est depuis Bâle que se décide ainsi le maintien du secret sur la contamination de la région lombarde par de la dioxine. L'analyse de la chanson contestataire qu'Aernschd Born a consacrée à Seveso permet d'illustrer les hybridations alors en cours à gauche entre le mouvement ouvrier et les mouvements de la jeunesse contestataire issue de la lutte antinucléaire. Enfin, Julien Gressot relate le procès d'une entreprise chaux-de-fonnière coupable d'avoir grandement pollué les eaux, les sols et l'air de la ville horlogère, avec le dégagement d'un nuage toxique en 1985. Son article souligne bien les faux espoirs placés dans la technique de traitement des solvants industriels usagés au début des années 1970, ainsi que l'incapacité de la justice à tenir compte, par la suite, des décisions initiales qui ont amené à ces choix technologiques. Seuls les exécutants sont condamnés par le Tribunal de police, ce qui n'est pas sans rappeler d'autres issues judiciaires dans des affaires similaires, comme celle de la contamination de Seveso. Seuls le responsable de l'usine italienne et le directeur technique de Givaudan sont condamnés – par contumace – à des peines de prison, sans que la direction de la multinationale ne soit inquiétée.

La dernière contribution remet en question l'image de «bétonneur» du syndicat de la FOBB. En effet, celui-ci adopte, en 1983, un «programme vert» qui a pour objectif de concilier sécurité de l'emploi et protection de l'environnement – deux autres textes suivront en 1991 et 1995. L'article de Hans Baumann, qui fut une cheville ouvrière de l'élaboration de ces programmes, en retrace les grandes lignes. En complément à cet article, Jacques Robert apporte, à travers une entrevue menée par Magali Pittet, son témoignage de responsable syndical ayant notamment œuvré à l'application des mesures préconisées.

Cette histoire ouvrière de l'environnement a besoin d'être mieux explorée en Suisse et les chantiers d'investigation ne manquent pas. Qu'en est-il d'une approche sensible des maladies professionnelles attentive au vécu des ouvrières et ouvriers intoxiqués, à la difficulté à vivre avec cette «violence sourde»¹³ constituée par une contamination

¹³ Rob Nixon, *Slow violence and the environmentalism of the poor*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.

souvent chronique, à bas bruit et dont les effets entre le moment d'exposition et celui d'apparition de la maladie sont différés dans le temps, parfois sur des décennies? Les fonds de la Caisse nationale d'assurances (SUVA), dont l'inventaire est désormais en ligne¹⁴, ceux de l'Inspectorat fédéral des fabriques ou encore les archives de l'Organisation internationale du travail à Genève méritent d'être explorés dans cette perspective par en bas.

Qu'en est-il aussi du rôle de lanceur d'alerte joué par les médecins, et notamment celles et ceux qui se spécialisent en médecine du travail? Le fonds de Jean-Pierre Dubois, déposé à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, est par exemple à disposition pour comprendre l'engagement d'un médecin contre l'utilisation mortelle du benzène dans l'industrie horlogère à la fin des années 1950. La position de ce membre du Parti ouvrier populaire, notamment son opposition à la construction de la raffinerie de Cressier, illustre également le fait que le mouvement communiste ne s'est pas rangé unanimement derrière le projet stalinien et prométhéen de transformation de la nature¹⁵. Dans une approche d'histoire politique, il reste d'ailleurs à mieux saisir les multiples facettes de la nébuleuse écologiste – trotskystes, progressistes (POCH)... – qui se met en place dans les années 1970, même si les Verts «pastèques» sont surpassés par leurs camarades «concombres» sur le plan national dans la décennie suivante¹⁶.

Qu'en est-il enfin du rapport des syndicats, notamment de ceux du bâtiment, à l'égard de la construction de grandes infrastructures, comme les autoroutes, les barrages ou encore les centrales nucléaires? La question nucléaire offre en outre un bon point d'observation des coalitions d'opposition qui se mettent en place autour d'enjeux environnementaux en dehors du monde syndical, mais qui n'excluent pas sa participation. Dans la seconde moitié des années 1970, le blocage du chantier argovien de Kaiseraugst¹⁷ ou le mouvement contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bex en sont deux exemples.

¹⁴ <https://archiv.suva.ch/webclients/suva/#/>

¹⁵ Pierre Jeanneret, *Popistes : histoire du Parti ouvrier et populaire vaudois, 1943-2001*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2002, p. 515 sq.

¹⁶ Werner Seitz, «Concombres et pastèques. L'histoire des Verts en Suisse», in *Les Verts en Suisse : leur politique, leur histoire, leur base*, Zurich, Rüegger, 2009, pp. 19-41.

¹⁷ David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Basel, Schwabe Basel, 2018.

Ces coalitions, souvent ténues, n'ont pas perdu de leur actualité ni de leur acuité. À l'heure où les écoliers, étudiants et apprentis empruntent l'arme de la grève face à l'urgence climatique, quelle est l'implication des milieux syndicaux dans ce combat ? Ce dernier les concerne : d'abord parce que les différentes classes ne subissent et ne subiront pas de la même façon les aléas de la crise écologique ; ensuite parce que les sources anthropiques du réchauffement global proviennent aussi et en bonne partie du secteur industriel et énergétique. Face à l'aporie des « petits gestes » des consommatrices et consommateurs ou des « petits pas » des politiques environnementales monte un appel de plus en plus structuré à la politisation des débats et à la mise sous pression des rapports économiques de production. « Tuer le capitalisme, le petit geste qui compte », pouvait-on lire sur une manchette du *Courrier* au moment de la première grève du climat de décembre 2018. Dans ce sens, l'approfondissement des recherches historiques pourrait aider à mieux comprendre les obstacles à l'engagement plein et entier des organisations des travailleuses et travailleurs dans la protection de l'environnement, et ainsi apporter des pistes pour y remédier.